

PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE

AUX PARENTS D'ÉLÈVES

POURQUOI LES GREVES ?

LE SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION NATIONALE EST EN DANGER :

- Le budget de l'éducation nationale n'est plus prioritaire : suppression de postes d'enseignants (105 dans les collèges et lycées de l'académie à la prochaine rentrée). Les remplacements des professeurs seront impossibles. Les classes seront plus chargées, il y aura des suppressions d'options, de dédoublements et de classes spécifiques, qui existeront en revanche dans le privé (mais à quel prix ?)
- **Suppression** des surveillants : qui assurera l'encadrement des élèves en dehors du temps scolaire et la sécurité dans les locaux ?
- **Suppression** des emplois-jeunes sans solution pour ces personnels et sans les remplacer pour les services qu'ils assuraient.

DECENTRALISATION :

- **Transfert** des emplois d'agents et ouvriers de l'Education Nationale vers la fonction territoriale : ils ne seront plus entièrement à la disposition des élèves pour assurer l'entretien, la propreté des locaux et la cantine mais pourront être occupés à d'autres tâches et ailleurs.
- **Transfert** des assistantes sociales, des médecins scolaires et des conseillers d'orientation de l'Education nationale vers la fonction territoriale. Rien ne garantit leur présence dans les établissements scolaires. Qui assurera l'orientation et la prise en charge des difficultés et de santé de vos enfants ?
- **Menace** sur le recrutement des enseignants en envisageant la suppression des concours nationaux. Vers une formation des enseignants au rabais pour une école publique au rabais ?

Avec la décentralisation, la qualité de l'enseignement et de l'orientation de vos enfants dépendra seulement de la richesse de la région et de la volonté des élus locaux.

Seul un service public d'État, indépendant des pouvoirs locaux, peut garantir à chaque enfant en France l'égalité des chances pour sa formation et pour accéder à un métier.

Demandez-vous également comment les régions financeront ces transferts... Par l'augmentation des impôts locaux que nous payons tous !

RETRAITES : tous touchés

Nous sommes en grève aussi pour la défense des retraites de **tous les salariés**, du public et du privé. Le gouvernement présente cette réforme comme une opération de justice qui vise à aligner la situation du public, soi-disant "privilegiée", sur celle du privé. En fait le gouvernement ne réforme pas les retraites, il les démolit. Les amputations de pension de 20 à 30% qui s'amorcent dans le public se généraliseront ensuite dans le privé.

La baisse des revenus des retraités touchera toute l'activité économique du pays, le ralentissement économique entraînera une hausse du chômage et donc une baisse des cotisations...

L'opération gouvernementale est présentée comme inéluctable ; or, **il existe d'autres solutions** qui permettraient de financer des retraites avec 37,5 annuités pour tous. Ce sont des choix pour une société plus juste qu'il faut imposer.

Avec les attaques contre le service public et contre les retraites, c'est l'ensemble des conquêtes sociales depuis plus de 50 ans qui est remis en cause : s'éduquer, se soigner, vivre la fin de sa vie dans la dignité.

Le désengagement de l'Etat ouvre la voie à une logique marchande où seuls ceux qui pourront payer auront le droit de se soigner correctement ou d'assurer l'éducation de leurs enfants.

Nous refusons cette course aux inégalités.



FSU